



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 17 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRES CUITES DES RAIRIES

Route de Fougeré
49430 Les Rairies

Références : 2024-179_INSP_RAP_AS_TCR (Haute Tremblay)-Durtal
Code AIOT : 0006300252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement TERRES CUITES DES RAIRIES implanté Haute Tremblaie 49430 Durtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans la perspective de fermeture de la carrière, le propriétaire des terrains ne souhaitant pas renouveler le contrat de forage

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRES CUITES DES RAIRIES
- Haute Tremblaie 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006300252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Aucune activité n'a été identifiée au cours de la visite. Le site est en cours de réaménagement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activités	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 1.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.4.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a conclu cette visite en demandant à l'exploitant de conduire rapidement la procédure de cessation d'activités

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 1.6.3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activités
Prescription contrôlée – Au moins 6 mois avant l'arrêt définitif de la carrière ou de l'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt
Constats – L'exploitant a fait part de la mise à l'arrêt prochain de cette carrière à l'issue de la période de l'autorisation d'exploiter en cours accordée par l'arrêté du 12/10/2009 qui s'achèvera le 31/12/2024. Cette décision relève, a priori, de la volonté du propriétaire des terrains qui ne renouvelle pas les droits de forage après cette date. Sur le plan réglementaire, l'exploitant doit présenter cette fermeture programmée dans les 6 mois qui la précède. A date, aucune information n'a été adressée au préfet. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de confirmer au préfet (avec copie à l'inspection) la fermeture effective de cette carrière au 31/12/2024 et d'engager, dès à présent, la procédure de cessation définitive d'activité prévues par le Code de l'environnement (sous-section 5 de la section 1 du chapitre II du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement – articles R. 512-39 et suivants). Copies des investigations du prestataire accompagnées des attestations correspondantes devront être transmises au préfet avec copies à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état du site
Prescription contrôlée – [...] La remise en état du site comporte le nettoyage des terrains et la destruction des merlons dont les matériaux seront utilisés pour la remise en état ; La remise en état consistera à restituer un secteur naturel à vocation écologique [...]. En particulier, <ul style="list-style-type: none">➤ les fronts seront talutés et ensemencés avec des essences compatibles [...] selon les recommandations de l'étude biologique➤ les pentes des talus seront couvertes d'une couche de terre d'épaisseur au moins équivalente à celle présente avant excavation ;➤ les terrains seront modelés selon des profils aléatoires permettant la constitution de milieux mixtes non humides et humides, temporairement en eau selon les saisons.
Constats – La visite a montré trois parties distinctes des terrains présentant un degré de traitement différent. Une partie des terrains de la carrière est réaménagée depuis plusieurs années au vu des repousses végétales constatées. Certaines surfaces sont modelées selon les principes fixés par l'arrêté mais restent dans l'attente d'un couvert végétal (terres végétales et ensemencement). Enfin, la dernière partie est à réaménager. L'exploitant a indiqué mettre à profit la période restante avant le 31/12/2024 pour achever la remise en état du site. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans son dossier de cessation d'activité du respect des dispositions de l'art. 2.5.1 référencé. Il est également demandé à l'exploitant de justifier du respect des recommandations du programme d'étude et de suivi écologique périodique (biodiversité) prescrit à l'art. 2.2.3 de l'arrêté du 12/10/2009 dont l'objectif d'assurer la compatibilité des terrains de la carrière avec les

caractéristiques de la ZNIEFF « Etang de la table du Roy »
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Enquête annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.4.8
Thème(s) : Situation administrative, Compte-rendu de l'activité de la carrière
Prescription contrôlée – Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu [...]
<p>Constats – La consultation de la base de données nationale GEREPE montre qu'aucune extraction n'a été réalisée en 2021 et 2022 – Données disponibles 1 775 t/2020, 0 t/2021 (déclarée) et 0 t/2022 (déclarée).</p> <p>A noter que le tonnage d'argiles restant à exploiter ressort à 161 450 t.</p> <p>Sur place, aucun élément ne laisse à penser à des travaux d'extraction récents en dehors des nivellements de certains fronts réalisés dans le cadre de la remise en état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite